

Art. 8. Le conseil d'administration de l'Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre, peut accorder l'allocation prévue à l'article 4 de l'arrêté royal du 30 novembre 1950 relatif au logement de certaines catégories du personnel rétribué par l'Etat, aux agents qui occupent par intérim les emplois visés à l'article 1er et qui en ont assumé les sujétions spéciales pendant une période de plus d'un mois, calculée de date à date.

Art. 9. En cas de décès d'un bénéficiaire du logement gratuit, sa veuve et les membres de sa famille qui habitaient avec lui gardent la jouissance du logement jusqu'à l'expiration du délai fixé dans la lettre de préavis et qui ne peut être inférieur à trois mois de calendrier.

L'occupant paiera, à partir du premier jour du mois qui suit la date du décès, un loyer dont le montant est fixé conformément aux articles 2 et 6 de l'arrêté royal du 30 novembre précité.

Art. 10. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1984.

Art. 11. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 juin 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,
F. AERTS

F. 85 — 2462

4 SEPTEMBRE 1985. — Arrêté royal déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur des industries graphiques dans les eaux de surface ordinaires et dans les égouts publics

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, notamment l'article 3, § 1er;

Vu l'arrêté royal du 3 août 1976 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, notamment les articles 9 et 20, modifié par l'arrêté royal du 12 juillet 1985;

Vu les avis de l'Exécutif de la Région bruxelloise du 5 décembre 1984, de l'Exécutif de la Région wallonne du 13 février 1985 et de l'Exécutif flamand du 12 juin 1985;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et de Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. Les conditions sectorielles fixées dans le présent arrêté sont applicables aux déversements d'eaux usées en provenance du secteur des industries graphiques.

Le secteur des industries graphiques comprend les sections suivantes :

1° toutes les entreprises ayant comme activité la composition ou l'impression dans le sens le plus large, notamment les impressions typographiques, planographiques, héliographiques, fluographiques, sérigraphiques, le flocage, la photocopie, la réalisation de microfilms, l'impression de plans, la réalisation de circuits intégrés, l'impression électronique, et ce sur papier, métal, verre (à l'exclusion de la décoration sur verre creux) matières plastiques, produits textiles et autres;

Art. 8. De raad van beheer van het Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers kan de toelage, bepaald in artikel 4 van het koninklijk besluit van 30 november 1950 betreffende de huisvesting van sommige categorieën van het door de Staat bezoldigd personeel, aan de ambtenaren verlenen, die de in artikel 1 bedoelde betrekkingen ad interim bekleeden en gedurende een periode van meer dan een maand, berekend van datum tot datum, de daaraan verbonden bijzondere dienstverplichtingen hebben vervuld.

Art. 9. In geval van overlijden van een rechthebbende op vrije woning, behouden zijn weduwe en de leden van zijn gezin, die bij hem inwoonden het genot van de inwoning tot bij het verstrijken van de in de opzeggingsbrief vastgestelde termijn, die niet minder dan drie kalenderdagen mag bedragen.

Vanaf de eerste der maand volgende op de datum van het overlijden betaalt de bewoner een huur, waarvan het bedrag bepaald wordt, overeenkomstig de artikelen 2 en 6 van het koninklijk besluit van 30 november 1950.

Art. 10. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1984.

Art. 11. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 juni 1985.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,
F. AERTS

N. 85 — 2462

4 SEPTEMBER 1985. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de sectoriële voorwaarden voor de lozing van afvalwater, afkomstig van de grafische industrie in de gewone oppervlaktewateren en in de openbare riolen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging, inzonderheid op artikel 3, § 1;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoerwegen voor regenwater, inzonderheid op de artikelen 9 en 20, gewijzigd bij koninklijk besluit van 12 juli 1985;

Gelet op de adviezen van de Executieve van het Brussels Gewest van 5 december 1984, van de Executieve van het Waalse Gewest van 13 februari 1985 van van de Vlaamse Executieve van 12 juni 1985;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en van Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De in dit besluit vastgestelde sectoriële voorwaarden gelden voor het lozen van afvalwater, afkomstig van de sector van de grafische industrie.

Volgende afdelingen behoren tot de sector van de grafische industrie :

1° alle ondernemingen met als bedrijvigheid het zetten of drukken in de ruimste zin, inzonderheid hoogdruk, vlakdruk, diepdruk, flexodruk, zeefdruk, uitvlokken, fotokopie, microfilm, planafdruk, aanmaken van gedrukte schakelingen, elektronische druk; dit op papier, metaal, glas (behalve de versiering van holglas), plastic, weefsel en alle andere materialen;

2° toutes les entreprises dont l'activité comprend toutes les techniques de préparation et de finition telles que la conception graphique, la photoregraphie, la clicherie, la gravure des plaques et des tampons, la reliure ainsi que la finition et l'ennoblissement;

3° toutes les entreprises ayant comme activités toutes les techniques de reproduction et de duplication de la communication audiovisuelle.

Art. 2. Les conditions complémentaires pour le déversement des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, sont les suivantes :

1° il est interdit de déverser les résidus d'encre et les bains de développement et de fixation épuisés;

2° la demande chimique d'oxygène (COD) des eaux déversées, ne peut dépasser 120 milligrammes par litre;

3° la teneur en cuivre total des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligramme par litre;

4° la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligrammes par litre;

5° la teneur en chrome hexavalent des eaux déversées ne peut dépasser 0,5 milligramme par litre;

6° la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 5 milligrammes par litre;

7° la teneur en plomb total des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligrammes par litre;

8° la teneur en argent total des eaux déversées ne peut dépasser 3 milligrammes par litre;

9° la teneur en sulfites des eaux déversées ne peut dépasser 1 milligramme par litre (SO₃);

10° les eaux déversées ne peuvent contenir de composés organohalogénés;

11° la teneur des eaux déversées en hydrocarbures aromatiques ne peut dépasser 1 milligramme par litre.

Art. 3. Par dérogation à la condition fixée à l'article 7, 3°, b, de l'arrêté royal du 3 août 1978 portant le règlement général relatif aux déversements des eaux usées dans les eaux de surface ordinaires, dans les égouts publics et dans les voies artificielles d'écoulement des eaux pluviales, la demande biochimique d'oxygène, en 5 jours et à 20 °C, (BOD) des eaux déversées, ne peut dépasser 30 milligrammes par litre.

Art. 4. Les conditions complémentaires pour le déversement des eaux usées dans les égouts publics sont les suivantes :

1° la teneur en cuivre total des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligrammes par litre;

2° la teneur en chrome total des eaux déversées ne peut dépasser 2 milligrammes par litre;

3° la teneur en zinc total des eaux déversées ne peut dépasser 5 milligrammes par litre;

4° la teneur en argent total des eaux déversées ne peut dépasser 400 milligrammes par m² de matériaux sensibles traités.

Art. 5. La mesure du métal total pour les conditions des articles 2 et 4 du présent arrêté, se fait sur échantillon non filtré, acidifié à pH2.

Art. 6. Les conditions générales et sectorielles de déversement pour les industries graphiques sont fixées en fonction du volume spécifique de référence de l'effluent de 17 m³ par personne employée, par mois, excepté en ce qui concerne la condition de l'article 4, 4° du présent arrêté.

Art. 7. L'arrêté royal du 23 janvier 1979 déterminant les conditions sectorielles de déversement des eaux usées provenant du secteur des imprimeries dans les égouts publics et dans les eaux de surface ordinaires, est abrogé.

Art. 8. Notre Ministre des Affaires sociales et Notre Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 4 septembre 1985.

BAUDOUIN

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,

J.-L. DEHAENE

Le Secrétaire d'Etat
à la Santé publique et à l'Environnement,

F. AERTS

2° alle ondernemingen met als bedrijvigheid alle voorbereidingen en afwerkingen zoals het grafisch ontwerpen, de fotoreprografie, de clicherie, het graveren van platen en stempels, het binden, het afwerken en de veredeling;

3° alle ondernemingen met als bedrijvigheid alle technieken van reproductie en duplicering van audio-visuele communicatie.

Art. 2. De aanvullende voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren zijn de volgende :

1° het is verboden inktresten en gebruikte fotografische ontwikkelings- en fixeerbaden te lozen;

2° het chemisch zuurstofverbruik (COD) van het geloosde water mag 120 milligram per liter niet overschrijden;

3° het gehalte aan totaal koper van het geloosde water mag 1 milligram per liter niet overschrijden;

4° het gehalte aan totaal chroom van het geloosde water mag 2 milligram per liter niet overschrijden;

5° het gehalte aan zeswaardig chroom van het geloosde water mag 0,5 milligram per liter niet overschrijden;

6° het gehalte aan totaal zink van het geloosde water mag 5 milligram per liter niet overschrijden;

7° het gehalte aan totaal lood van het geloosde water mag 2 milligram per liter niet overschrijden;

8° het gehalte aan totaal zilver van het geloosde water mag 3 milligram per liter niet overschrijden;

9° het gehalte aan sulfieten van het geloosde water mag 1 milligram per liter niet overschrijden (SO₃);

10° het geloosde water mag geen organohalogenverbinding bevatten;

11° het gehalte aan aromatische koolwaterstoffen mag 1 milligram per liter niet overschrijden.

Art. 3. In afwijking van de voorwaarde vastgesteld in artikel 7, 3°, b van het koninklijk besluit van 3 augustus 1976 houdende algemeen reglement voor het lozen van afvalwater in de gewone oppervlaktewateren, in de openbare riolen en in de kunstmatige afvoeren voor regenwater, mag het biochemisch zuurstofverbruik in 5 dagen en bij 20 °C, (BOD) van het geloosde water 30 milligram per liter niet overschrijden.

Art. 4. De aanvullende voorwaarden voor het lozen van afvalwater in de openbare riolen zijn de volgende :

1° het gehalte aan totaal koper in het geloosde water mag 2 milligram per liter niet overschrijden;

2° het gehalte aan totaal chroom in het geloosde water mag 2 milligram per liter niet overschrijden;

3° het gehalte aan totaal zink in het geloosde water mag 5 milligram per liter niet overschrijden;

4° het gehalte aan totaal zilver in het geloosde water mag 400 milligram per m² verwerkt lichtgevoelig materiaal niet overschrijden.

Art. 5. Voor de voorwaarden van de artikelen 2 en 4 van dit besluit, wordt de meting van totaal metaal gedaan op een niet gefiltreerd monster dat verzuurd is aan pH2.

Art. 6. De algemene en sectoriële lozingsvoorwaarden voor de grafische industrie zijn vastgesteld op basis van het specifiek referentievolume van het effluent van 17 m³ per werknemer per maand, behalve voor wat betreft de voorwaarde van artikel 4, 4° van dit besluit.

Art. 7. Het koninklijk besluit van 23 januari 1979 houdende sectoriële voorwaarden voor het lozen van afvalwater afkomstig van de sector van de drukkerijen in de openbare riolen en in de gewone oppervlaktewateren, wordt opgeheven.

Art. 8. Onze Minister van Sociale Zaken en Onze Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 4 september 1985.

BOUDEWIJN

Ván Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,

J.-L. DEHAENE

De Staatssecretaris
voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

F. AERTS